

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N°4578 - Mardi 05 Mars 2024 - Prix : 200 Fc

MARITIME :

Des explosions dans un navire comorien font 3 morts en 72h



Faliki Ndjema.

Des incidents survenus à Dar es Salam dans un navire battant pavillon comorien ont fait trois morts entre jeudi 29 février et dimanche 3 mars. Le flou règne encore sur l'origine de ces tristes épisodes.

Les victimes sont toutes de nationalité comorienne. Dimanche 3 mars deux marins travaillant pour la société comorienne de navigation maritime nationale maritime (Soconam) ont été tués dans

une explosion sur le bateau Falki Ndjema, appartenant à l'État. C'est la deuxième explosion mortelle survenue dans ce porte-conteneur en seulement 72h. Le premier incident est survenu jeudi. Il a emporté un quadragénaire dont le corps est rapatrié aux Comores le samedi. « L'explosion est survenue pendant le soudage d'une structure métallique servant au transport des bovins.

LIRE SUITE PAGE 3

**Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com**

**23 Chaanban 1445
Prières aux heures officielles
Du 1er au 05 Mars 2024**

Lever du soleil:
06h 09mn
Coucher du soleil:
18h 30mn

Fadjr : 04h 57mn
Dhouhr : 12h 24mn
Ansr : 15h 45mn
Maghrib : 18h 33mn
Incha : 19h 47mn



LUTTE CONTRE LE CHOLÉRA :

Le marché de Volovolo nettoyé

Comme prévu, le grand marché de la capitale a été nettoyé ce weekend, soit du vendredi au

samedi. La ministre de la santé appelle à l'implication des vendeurs pour veiller à la propreté

en vue d'endiguer l'épidémie de choléra.



Nettoyage au marché de Volo Volo.

Alors que les deux principaux marchés de Moroni étaient programmés pour être nettoyés, seul le marché Volovolo a été nettoyé vendredi et samedi dernier, pour cause de débordement des ordures. Durant ces deux jours, les agents du COSEP étaient sur place pour rendre ce marché propre et le désinfecter dans le but de stopper l'épidémie de choléra qui sévit actuellement dans le pays. Sur place, la ministre de la santé Loub Yakouti Attouamne a fait appel au bon sens des vendeurs, mais aussi de la population. « Cette action devrait être une continuité. Nous avons prévu de nettoyer les deux marchés mais malheureusement nous n'avons réussi à nettoyer que le marché Volo-volo. J'appelle à l'implication de tout un chacun

pour un marché propre. Car c'est de cette manière que nous réussirons à stopper cette maladie », lance-telle.

Du côté des vendeurs, ils promettent d'assurer la relève. « Nous ne devons pas attendre que la mairie ou le ministère de la santé viennent à notre aide. Cela devrait être normal pour chacun de nous de nettoyer le marché, de veiller à notre santé et celle de nos clients. Cependant ce n'est plus l'affaire d'une personne. On jette les ordures n'importe où et ensuite on crie à la saleté », tonne un vendeur.

Lors d'une conférence de presse mercredi 28 février dernier, le secrétaire générale de la santé Aboubacar Said Anli a expliqué que les principales difficultés restent le retard à la consultation. Certains patients sont encore dans le déni de la maladie, ce qui occasionne des décès communautaires.

Sur les 6 décès enregistrés, 4 sont communautaires. « Le ministère de la santé intensifie les efforts de communication pour une consultation précoce au centre de santé le plus proche. Les leaders communautaires, les religieux, les artistes, les notables, préfets et maires, sont tous impliqués dans cette lutte. Nous prions la population de continuer à observer les pratiques d'hygiène à savoir le lavage des mains, etc. », souligne-t-il. Il est fortement recommandé par les médecins de se laver les mains avec du savon et de l'eau, ou utiliser de l'eau de javel. Notons que jusqu'à vendredi 01 mars, le pays comptait 10 cas actifs dont 08 à Ngazidja et 02 à Mohéli. 123 patients sont déclarés guéris du choléra depuis l'apparition de l'épidémie.

Andjouza Abouheir

PRESSE ÉCRITE

COSICMAG, le nouveau-né de la presse sportive

Le paysage médiatique s'ouvre un peu plus. Et c'est de bon augure pour les lecteurs en général et ceux qui suivent l'actualité sportive en particulier. COSICMAG est un magazine conçu pour faire la promotion du sport comorien et des activités du Comité Olympique et Sportifs des Iles Comores (COSIC). Le numéro 00 vient de paraître pour ce mois de février.

Et ce fut l'opportunité pour les rédacteurs du magazine d'annoncer la couleur et l'objectif pour le comité olympique. En première page, on retrouve la préface du chef de l'Etat pour le dossier de candidatures pour les JIOI2027. « Au moment où mon pays se porte candidat pour accueillir les jeux des îles de l'Océan indien 2027, je tiens, en ma qualité de président de l'Union des Comores, à réaffirmer mon engagement total à consolider les liens d'amitié, de fraternité et de voisinage qui unissent les Comores, Madagascar, Maurice, les Seychelles, les îles Maldives et la France de l'océan indien.

Le président du COSIC, qui est le chef d'édition a quant à lui loué les bienfaits de l'activité sportive. « Le sport est sans doute l'activité humaine qui procure le plus d'émotions. Elles peuvent être individuelles ou collectives, sans doute, les plus fortes. » Et ce dernier d'insister sur la détermination du COSIC. « En plus de la détermination de l'Etat et l'enthousiasme du président de la République, le COSIC et ses fédérations membres se déploient pour faire de ce projet une réussite » renchérit le président du comité olympique.

En tenant compte du point de

vue du président du comité olympique, l'on comprend mieux que ce nouveau magazine va être le relai de communication des autorités comoriennes dans la perspective de l'organisation des jeux de 2027. Un défi que le pays compte relever d'autant plus qu'il reste le seul pays parmi les fondateurs de ces jeux à n'avoir jamais organisé une édition. « Tout a commencé en 1974 ! L'idée de créer les jeux des îles a été lancée cette année-là par un médecin réunionnais du nom de Dr Justin-Daniel Ismaël » peut-on lire dans l'historique des jeux en page quatre. Et l'article de continuer : « Les JIOI ont donc vu le jour dans la volonté du CROS (comité régional olympique et sportif) de La Réunion de fédérer les îles de l'océan indien à savoir : Les Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, la Réunion

autour des jeux sportifs de 1974. »

Encore à ses débuts, le magazine prendra de l'ampleur au fil des parutions mais, le test le plus important pour sa survie va être les prochains jeux nationaux qui se dérouleront à Anjouan ou il va devoir accentuer ses capacités de couverture. Ce qui est sur et c'est ce que les initiateurs du projet souhaitent, et de voir les Comores organiser les jeux mais surtout les gagner pour définitivement rentrer dans l'histoire des jeux non pas pour ces participations mais, pour ses performances sportives. Faut-il le rappeler que de 1979 à 2023, les Comores n'ont remporté que 10 médailles d'or lors des différents jeux de l'océan indien.

Imtiyaz



PROJET KOMOR INITIATIVE

AVIS DE MARCHÉ

NATURE DU MARCHÉ : marché public de fournitures.

POUVOIR ADJUDICATEUR : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

OBJET DU MARCHÉ : Fourniture et livraison de matériel d'électricité

LIEU D'EXECUTION : Union des Comores
FINANCEMENT : Groupe AFD

CONDITIONS DE PARTICIPATION : toute société (y inclus auto-entrepreneur) ou groupement de sociétés non exclus des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans le règlement du marché (existence légale, régularité vis-à-vis des lois sociales et de la réglementation fiscale du pays de résidence du soumissionnaire ou des soumissionnaires dans le cas d'un groupement).

CRITERES D'ATTRIBUTION :

Sélection fondée sur le moindre Coût : le marché sera attribué à l'offre globalement techniquement conforme la moins chère.

PROCEDURE

Procédure adaptée ouverte.

CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est gratuit. Pour l'obtenir, vous pouvez effectuer la demande à l'adresse suivante : log.comores@expertisefrance.fr

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande d'informations complé-

mentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via l'adresse e-mail log.comores@expertisefrance.fr au plus tard **5 jours** ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La date limite de soumission est fixée au **18/03/2024 à 15H (Heure de Moroni)**.

PROCEDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

MARITIME :

Des explosions dans un navire comorien ont fait trois morts en 72h

Suite de la page 1

Une étincelle a du tomber dans la citerne qui sert à transporter des carburants », nous confie une source au sein de la Soconam. Elle précise que le conteneur « n'a pas été nettoyé » après avoir servi au transport de carburant entre Anjouan et Mohéli, avant que le navire ne mette le cap vers Dar es Salam le dimanche 25 février, où il a jeté l'ancre deux jours plus tard, soit mardi.

Quant aux deux décès survenus dimanche, les circonstances de l'ex-

plosion ne seraient pas liées aux travaux de soudage toujours selon la même source. Elles seraient plutôt d'origine « criminelle ». « Des hommes d'affaires de Zanzibar qui ont l'habitude de louer le bateau pour le transport de leurs marchandises, dont du ciment, réclamaient 60 millions de nos francs à Soconam. Ils sont partis à l'hôtel où loge notre directeur à Dar es Salam pour le voir. Ils lui ont dit que s'il ne rembourse pas l'argent qu'ils ont avancé, ils vont reproduire la même chose que ce qui s'est passé jeudi », rapporte notre source qui, si elle commence à émettre des doutes sur

l'origine de l'incident du jeudi, est convaincue que celui du dimanche est d'origine criminelle : « Ils ont dissimulé des mines dans le bateau », tranche celle qui affirme que les contrats entre Soconam et ces hommes visiblement peu recommandables, « ne passent jamais dans le cadre légal. L'argent va directement dans les poches d'un clan de quatre personnes à la tête de la Soconam ».

Falik Ndjema a été loué par une entreprise égyptienne qui a obtenu le marché des travaux d'extension du port de Bangoma à Mohéli, la plus petite île de l'archipel, pour transporter des engins, entre autres,

de Dar es Salam à Bangoma. Les bovins ne faisaient pas partie des marchandises à transporter. Si notre interlocuteur ignore le montant exact de la location, il affirme en revanche qu'il varie « entre 45 millions et 90 millions de nos francs ». « Tout cet argent ne va pas dans les comptes de la Soconam, mais dans des poches. Il y a des agents qui n'ont pas reçu leurs salaires depuis 2 ans. Et d'autres qui accusent des arriérées de 9 mois ». La Gazette des Comores a tenté d'entrer en contact avec le directeur de la Soconam, actuellement à Dar es Salam, sans succès. Nos appels et

nos messages WhatsApp sont restés sans réponse. Le régulateur du transport maritime, l'Anam, nous a annoncé qu'une équipe d'enquêteurs sera dépêchée à Dar es Salam ce mardi. « Il est trop tôt pour avancer sur les causes des incidents. Nous attendons les rapports des enquêteurs », esquive Said Salim, son patron. Les deux marins décédés dimanche ont été inhumés à Dar es Salam quand leur collègue mort jeudi a eu droit à un rapatriement pris en charge par...Soconam.

Nassuf Ben Amad

ENTREPRENARIAT :

Quatre jours de formation en gestion et évaluation de projet

La CCIA Ngazidja et l'UCCIA accueillent du 04 au 08 mars une formation en gestion et évaluation de projet en faveur de leurs agents et du secteur privé. Cette formation dispensée par le Dr Belkacem Laabas, consultant senior à l'Institut Arabe de planification au Koweït, permettra aux participants de mieux comprendre les principes et les étapes pratiques du processus d'évaluation et gestion de projet dans le cadre de la préparation de plans nationaux et sectoriels, avec une vision de développement à long terme.

Cela fait un peu plus d'un an que la chambre de commerce de Ngazidja a signé une convention avec l'Institut arabe de planification (IAP) de Koweït. Cette dernière a pour objectif tout d'abord de renforcer le partenariat et la coopération entre les deux parties dans les domaines d'intérêts communs. Ensuite des renforcements

des capacités, formation, appui technique, forum, études, et ateliers sont les domaines retenus. Et dans le cadre de la mise œuvre de cette convention, la CCIA Ngazidja et l'UCCIA accueillent du 04 au 08 mars une formation en gestion et évaluation de projet en faveur de leurs agents et du secteur privé. Cette formation importante dispensée par le Dr Belkacem Laabas, consultant senior à l'IAP du Koweït, permettra aux participants de mieux comprendre les principes et étapes pratiques du processus d'évaluation et gestion de projets dans le cadre de la préparation de plans nationaux et sectoriels, avec une vision de développement à long terme.

Le président de la chambre de commerce de Ngazidja Ali Adjihad s'est réjoui de la présence de tous les participants du réseau consulaire et du secteur privé à la formation, qui démontre leur intérêt et engagement à renforcer leurs capacités dans le domaine de la gestion et évaluation



de projet. « La gestion de projet est une compétence essentielle pour le succès de toute organisation. Qu'il s'agisse de lancer un produit, d'organiser un événement ou de mener à bien une étude de marché, la capacité à planifier, à organiser et suivre un projet est indispensable. Cette formation vous permettra d'acquérir

les outils et les techniques nécessaires pour gérer efficacement nos projets », avance-t-il. Au terme de cette formation, les bénéficiaires seront en mesure de définir les objectifs d'un projet et les traduire en un plan d'action concret, identifier les ressources nécessaires et les affecter de manière optimale, suivre l'avance-

ment du projet en identifiant les risques et enfin évaluer les résultats du projet et tirer des leçons apprises.

Le directeur des opérations de l'incubateur innovant de l'UCCIA Fouad Said Hachim estime que cette formation est très importante dans la mesure où elle rentre dans le domaine du pilotage et gestion des projets. « Cette formation nous permettra de bien comprendre comment on planifie ces projets, et surtout avoir des résultats. Donc, ça aidera beaucoup les institutions, surtout au niveau de la chambre de commerce qui est devenu aujourd'hui un outil important pour la prise des décisions, pour la politique du gouvernement sans oublier notre plan de développement stratégique qui est en place depuis 2021. Donc elle va renforcer nos capacités afin de faire évoluer les projets de développement. Ça nous permettra aussi de former nos agents qui pilotent ces projets », dit-il.

Nassuf Ben Amad

JOURNÉE DE LA FEMME :

Le programme d'activités dévoilé

Le commissariat au genre a dévoilé le programme de la journée internationale des droits de la femme célébré le 8 mars. Football féminin, concert, dépistage gratuit de la glycémie, HTA dans les trois îles, marche des femmes, et toute une série d'activités sont au menu.

Devant la presse, hier lundi 04 mars, la Commissaire au genre, Maissara Adame a dévoilé les activités de célébration de la journée internationale des droits de la femme. Cette journée est pour elle, une occasion de reconnaître les avancées et de réaffirmer l'engagement à lutter contre les inégalités des sexes. C'est sous le thème « investir en faveur des femmes: accélérer le rythme » que ces activités prendront toute leur

dimension. Cette thématique signifie que le pays doit redoubler d'efforts pour donner aux femmes les moyens de réaliser leur plein potentiel, investir dans leur éducation, leur santé, leur autonomisation éco-

nomique et leur participation à la vie politique et sociale. Au menu cette année, le football féminin, concert, dépistage gratuit de la glycémie, HTA dans les trois îles, marche des femmes, etc. Quant à la

cérémonie officielle, elle se fera à Anjouan le 10 de ce mois.

Selon elle, les femmes sont des actrices clés du développement économique et social de notre pays. « Nous devons donc investir dans leur potentiel et leur donner les moyens de briser les barrières qui les empêchent de réaliser leur plein potentiel. Nous avons déjà accompli beaucoup de choses en matière de promotion des droits de la femme, mais il reste encore et encore beaucoup à faire. Nous devons travailler ensemble pour éliminer les inégalités de genre et pour créer un environnement où les femmes peuvent s'épanouir pleinement », souligne-t-elle.

Elle précisera les efforts de l'Union des Comores à travers plusieurs projets en faveur des femmes

et accélérer le rythme vers l'égalité des sexes. Parmi ces projets, on peut citer entre autres, le financement de projets d'autonomisation économique des femmes avec un impact de développement durable, financé par la BAD, l'accompagnement des femmes entrepreneures à travers des organisations régionales de femmes entrepreneures par le PNUD etc. « Ces projets visent à donner aux femmes les outils et les opportunités, pour réaliser leur plein potentiel », précise celle qui est déterminée à poursuivre les efforts pour promouvoir l'égalité des sexes et l'émancipation des femmes dans tous les domaines de la vie sociale, économique et politique.

Andjouza Abouheir



AGRICULTURE

Rapport provisoire sur la politique nationale de subvention des intrants agricoles

Le 29 février dernier s'est tenu à l'hôtel Retaj de Moroni, l'atelier de « restitution et de validation du rapport sur le cadre (politique, réglementation et directives) de la subvention des intrants agricoles.

Dans le cadre du Rapport d'évaluation du Projet AEFPP-Comores, Projet d'urgence d'appui à la production agricole, il a été prévu d'appuyer le Gouvernement comorien pour l'élaboration d'un cadre de la subvention des intrants agricoles. C'est ainsi que la Cellule d'exécution du Projet a procédé par voie de compétition internationale au recrutement d'un consultant individuel en la personne du Dr Abdou Katibou. L'analyse de la rentabilité du programme national de subvention des intrants agricoles formulé et une proposition des modalités de mise en œuvre envisageant l'efficacité, l'efficience, la pertinence ainsi que la durabilité des actions proposées sont parmi les tâches cruciales du consultant.

L'objectif de la mission est de réaliser une étude sur la mise en place d'un cadre de la subvention



Photo de famille sur les intrants agricoles.

des intrants agricoles dans le but de promouvoir l'agriculture, et particulièrement les filières ciblées. Le consultant a eu à présenter, entre autres, le mécanisme de subvention approprié dans le contexte comorien et partager des propositions de cultures à subventionner. Globalement, ce cadre doit constituer un projet de

politique nationale de subvention des intrants agricoles qui tire ses fondements sur les ambitions et les priorités nationales et continentales énoncées dans les documents de politiques et stratégies de développement nationaux et régionaux. On peut citer entre autres : le Plan Comores émergent (PCE), notam-

ment le socle 4 relatif à la relance du secteur agricole, le Plan national d'investissement agricole (2020-2024), le Programme de développement détaillé de l'agriculture africaine (PDDAA) et la déclaration d'Abuja sur les engrais pour une révolution verte africaine.

Une politique en faveur de la

subvention des intrants fondée sur ces politiques nationales et régionales s'avère très pertinente dans les perspectives de développement de l'agriculture comorienne. Les subventions des intrants pourraient ainsi fournir un moyen d'atteindre une productivité agricole élevée, une sécurité alimentaire améliorée et une croissance économique favorable aux pauvres. C'est dire que les dépenses de subvention sur les intrants agricoles contribuent à l'amélioration significative de la performance des agriculteurs par la réduction des coûts.

Il s'agit plus précisément de développer une politique de la subvention des intrants agricoles, élaborer un cadre réglementaire efficace, approprié devant régir les subventions aux intrants agricoles et prévoir des dispositions devant permettre la mise au point et la mise en vigueur de directives suivant l'évolution du contexte. Pour rappel, ce projet est soutenu financièrement par la Banque Africaine de Développement (BAD).

Mmagaza



PROJET KOMOR INITIATIVE

AVIS DE MARCHÉ

NATURE DU MARCHÉ : marché public de fournitures.

POUVOIR ADJUDICATEUR : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

OBJET DU MARCHÉ : Fourniture et livraison de matériel de menuiserie métallique pour un charnier école de production de tables.

LIEU D'EXECUTION : Union des Comores

FINANCEMENT : Groupe AFD

CONDITIONS DE PARTICIPATION : toute société (y inclus auto-entrepreneur) ou groupement de sociétés non exclus des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans le règlement du marché (existence légale, régularité vis-à-vis des lois sociales et de la réglementation fiscale du pays de résidence du soumissionnaire ou des soumissionnaires dans le cas d'un groupement).

CRITERES D'ATTRIBUTION :

Sélection fondée sur le moindre Coût : le marché sera attribué à l'offre globalement techniquement conforme la moins chère.

PROCEDURE

Procédure adaptée ouverte.

CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est gratuit. Pour l'obtenir, vous pouvez effectuer la demande à l'adresse suivante : log.comores@expertisefrance.fr

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via l'adresse e-mail log.comores@expertisefrance.fr au plus tard **5 jours** ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La date limite de soumission est fixée au **18/03/2024 à 15H (Heure de Moroni)**.

PROCEDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr



PROJET KOMOR INITIATIVE

AVIS DE MARCHÉ

NATURE DU MARCHÉ : marché public de fournitures.

POUVOIR ADJUDICATEUR : EXPERTISE FRANCE S.A.S.

OBJET DU MARCHÉ : Fourniture et livraison de matériel pour la filière plomberie (en 2 lots)

LIEU D'EXECUTION : Union des Comores

FINANCEMENT : Groupe AFD

CONDITIONS DE PARTICIPATION : toute société (y inclus auto-entrepreneur) ou groupement de sociétés non exclus des financements du Groupe AFD et répondant aux critères d'éligibilité décrits dans le règlement du marché (existence légale, régularité vis-à-vis des lois sociales et de la réglementation fiscale du pays de résidence du soumissionnaire ou des soumissionnaires dans le cas d'un groupement).

CRITERES D'ATTRIBUTION :

Sélection fondée sur le moindre Coût : le marché sera attribué à l'offre globalement techniquement conforme la moins chère.

PROCEDURE

Procédure adaptée ouverte.

CONDITION D'ACQUISITION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est gratuit. Pour l'obtenir, vous pouvez effectuer la demande à l'adresse suivante : log.comores@expertisefrance.fr

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toute demande d'informations complémentaires sur des points techniques ou administratifs du dossier devra être effectuée via l'adresse e-mail log.comores@expertisefrance.fr au plus tard **5 jours** ouvrés avant la date limite de remise des offres.

La date limite de soumission est fixée au **18/03/2024 à 15H (Heure de Moroni)**.

PROCEDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

Des renseignements sur l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès du Greffe du Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, F-75004 Paris ; e-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr

BOXE ANGLAISE

ComBoxe, une première réussie à Marseille

La Fédération Comorienne de Boxe continue son travail de prospection et de détection des meilleurs combattants comorien issus de la diaspora. L'objectif, est de constituer une équipe autour des meilleurs éléments qui évoluent dans le pays dans l'optique du championnat d'Afrique que notre pays doit organiser dans les prochains mois mais, aussi et surtout pour les prochains jeux olympiques Paris 2024.

C'est un soupir de soulagement que le président de la Fédération Comorienne de boxe, Mohamed Abdou Mbechezi a dû pousser après le tournoi de détection organisé à Marseille le 03 mars derniers. C'est en tout cas ce qu'on peut lire dans un article paru dans la page Facebook de ladite fédération. « On l'a fait ! La Fédération Comorienne de Boxe a remporté son pari en organisant avec succès sa première édition de Comboxe à Marseille, à Fond Vert, ce dimanche 3 mars 2024 ». Et de continuer : « La salle de Fond Vert était comble, accueillant des Comoriens de Marseille de tous horizons, venus en famille, des notables aux jeunes en passant par

les cadres, tous bravant la pluie pour soutenir la FCB et les boxeurs franco-comoriens qui affrontaient leurs homologues européens, notamment français. »

Cet enthousiasme des dirigeants de la boxe comorienne se comprend, car au-delà du plateau de boxeurs engagés, plusieurs personnalités de la boxe française ont honoré de leur présence cette première à Marseille. « Des Français ordinaires et des personnalités françaises, dont M. Serge Pautot, président du Comité Régional de Boxe et vice-président de la Fédération Française de Boxe, étaient également présents pour soutenir la FCB et la diaspora comorienne de Marseille. »

Cinq combats ont été organisés et les combattants comoriens de la diaspora n'ont pas démerité. « En effet, lors de cette édition de Comboxe à Marseille, sur les 5 combats disputés, les boxeurs entraînés et sélectionnés par Farid Ahamada ont remporté deux victoires, en ont perdu deux et ont fait match nul dans un autre. Ce score honorable a indéniablement satisfait la FCB » en remportant deux des cinq combats. Ce succès est aussi le fruit d'une bonne collaboration



entre la FCB et la société de téléphonie Telco. « Des remerciements particuliers vont à l'endroit de notre sponsor officiel, la société Telma, de la Mairie de 13/14, du Département, de la Métropole Aix-Marseille-Provence » le sponsor numéro un de la boxe comorienne.

Ce tournoi marseillais était l'occasion pour le sélectionneur de la boxe comorienne de faire son baptême de feu. « Le nouveau coach de la Fédération Comorienne de Boxe, Farid Ahamada, a brillamment réus-

si son premier test, démontrant à la fédération sa capacité à rassembler un large éventail de talents, tant au niveau des boxeurs de haut niveau que des référents de la discipline, pour développer la boxe comorienne et la représenter dignement à l'international ». Et ce fut une réussite. Cette nouvelle collaboration s'annonce donc des plus palpitantes et promet des étincelles.

Imtiyaz

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 A Bardraoui
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



MINISTERE DES FINANCES DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE

Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la communauté de Développement de l'Afrique Australe (STATCAP-KM)

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

Réf. N°2024 /002/ ATI-CN/AMI STAT CAP KM

Intitulé du Poste : Recrutement d'un expert International en Comptabilité Nationale à l'INSEED**Localisation du poste** : Moroni- Direction Générale de l'INSEED**Superviseur immédiat** : Coordonnateur du Projet STAT-CAP KM**Date de publication** : 23 février 2024

CONTEXTE

Le Projet d'Investissement de Soutien aux Capacités Statistiques de la communauté de Développement de l'Afrique Australe (STATCAP-KM) financé par la Banque mondiale, vient en appui au renforcement des capacités du système statistique national y compris le personnel de l'Institut Nationale de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED), afin d'améliorer la production, le renforcement de capacité et la diffusion des statistiques fiables et à jour. De ce fait, l'Union des Comores est engagée dans un processus de rénovation de ses comptes nationaux, conformément aux recommandations du Système de Comptabilité Nationale de 2008 (SCN 2008) et du Programme Régional de Comparaison (PRC) de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA). Ce processus vise à améliorer la qualité, la fiabilité, la pertinence et la disponibilité des données statistiques sur l'économie nationale, afin de mieux éclairer les décisions des pouvoirs publics, des partenaires au développement et des acteurs socio-économiques. Dans ce cadre, L'Institut National de Statistique des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED) des Comores a entrepris depuis l'année 2022 des travaux de rénovation des comptes nationaux sous SCN 2008. L'année de base

retenue est celle de 2019. Par ailleurs, l'INSEED à travers le Projet STATCAP-KM compte recruter un expert International en compte nationaux pour répondre à ces besoins et d'assurer un appui technique à l'INSEED pour la finalisation de l'année de base 2019, compiler les comptes courants de 2020 et 2021 selon le SCN 2008 et procéder à la retropolation des comptes pour les années 2007 à 2018.

MISSIONS PRINCIPALES

. Assurer la finalisation des travaux de rénovation des comptes pour l'année de base 2019 en intégrant les données des enquêtes complémentaires portant sur les marges de commerce, consommations intermédiaires, transport informel, etc.
 2. Assurer les travaux analytiques et de synthèses ;
 3. Produire le document méthodologique relative à la compilation des comptes de l'année de base ainsi que la note de publication de l'année de base 2019 ;
 4. Elaborer les comptes courants de l'année 2020 et 2021 ;
 5. Assurer la retropolation des comptes sur les années 2007 à 2018
 6. Renforcer les capacités des agents de l'INSEED en matière de comptabilité nationale et d'utilisation du logiciel ERETES.

Cette liste n'est pas exhaustive, les candidats intéressés sont priés d'écrire à l'adresse mail suivant pour les TDR : statcap-km@inseed-comores.org avec copie à recrutement.statcap@gmail.com

PROFIL RECHERCHE

• Être titulaire d'un diplôme universitaire en statistique, économie, comptabilité ou dans un domaine connexe

Expériences:

1. Avoir une expérience d'au moins 10 ans dans la compilation des comptes nationaux ;
2. Avoir assisté ou dirigé un projet de rebasage de comptes nationaux sous SCN 2008 ;
3. Disposer d'une meilleure expérience dans la retropolation des comptes ;
4. Avoir une bonne connaissance du logiciel ERETES et de ses fonctionnalités ;
5. La connaissance de l'économie comorienne et des comptes nationaux des Comores serait un atout
6. Avoir une bonne aptitude à travailler en équipe et à transmettre ses connaissances ;
7. Avoir une bonne maîtrise du français, langue de travail de l'INSEED.

Les candidats intéressés par la mission doivent soumettre les documents suivants :

- un curriculum vitae détaillé, mettant en évidence les qualifications et les expériences pertinentes pour la mission ;
- une offre technique, présentant la compréhension des termes de référence, la méthodologie proposée et le calendrier prévisionnel de la mission ;

Les candidatures doivent être envoyées par courrier électronique à l'adresse suivante : statcap-km@inseed-comores.org avec copie à recrutement.statcap@gmail.com, au plus tard le **08 mars 2024, à 23 heures 59 minutes, heure de Moroni.**



Ministère de l'Agriculture,
de la Pêche et de l'Environnement,
du Tourisme et de l'Artisanat

DIRECTION NATIONALE DES STRATEGIES AGRICOLES ET DE L'ELEVAGE
PROJET DE RÉSILIANCES DES SYSTEMES ALIMENTAIRES (FSRP_KM, P177816)
DON IDA E1830-KM /TF0C1418-KM



COORDINATION NATIONALE DU PROJET

AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

Le Ministère des finances, du budget et du secteur bancaire en Union des Comores a obtenu un financement de la Banque mondiale d'un montant équivalant à 40 millions US\$ de Don et 3 millions US\$ de FONDS PROBLUE pour financer le Programme de résilience des systèmes alimentaires pour l'Afrique de l'Est et australe (Phase 3) en Union des Comores, et se propose d'utiliser les fonds pour régler des fournitures, travaux et services devant être acquis dans le cadre de ce projet.

Le projet comprendra les composantes suivantes :

Composante 1 : Renforcement des capacités de production agricole résilient

Cette composante vise à renforcer la productivité et la résilience de la production alimentaire nationale face aux chocs et aux facteurs de stress en soutenant le développement et l'adoption d'intrants et de services agricoles améliorés et de technologies agricoles intelligentes face au climat et sensibles au genre par les producteurs dans les secteurs des cultures, de l'élevage et de la pêche. Il contribuera également à développer des capacités transversales en matière d'agriculture numérique et de systèmes d'information.

Composante 2 : Soutien au développement durable des ressources naturelles pour des paysages agricoles résilients

Cette composante vise à promouvoir une planification participative et une gestion plus durable des ressources naturelles et des infrastructures d'irrigation par les communautés, contribuant ainsi à renforcer la résilience et à atténuer les effets néfastes du changement climatique. Elle interviendra dans les domaines de la gestion des paysages et des bassins versants en réduisant la dégradation des sols, en améliorant la gestion de l'eau agricole par l'augmentation du stockage et l'expansion de l'irrigation, et en améliorant la gestion des ressources côtières et marines, en s'appuyant davantage sur des données scientifiques solides, y compris les évaluations des stocks, et l'application de la loi (suivi, contrôle et surveillance)

Composante 3 : Accès au marché

Cette composante favorisera l'intégration des petits exploitants agricoles et des communautés rurales dans les chaînes de valeur des cultures vivrières, de l'élevage et de la pêche, ainsi que l'amélioration de l'efficacité des marchés alimentaires.

Composante 4 : Promouvoir une plus grande attention à la résilience des systèmes alimentaires dans l'élaboration des politiques nationales et régionales

Cette composante s'occupera des efforts politiques transversaux soutenant la résilience des systèmes alimentaires aux niveaux national et régional. Elle aidera le gouvernement à chaque étape de l'élaboration des politiques, de la formulation à la mise en œuvre.

Composante 5 : Composante de réponse d'urgence contingente

Cette composante financera les dépenses éligibles en cas d'urgence liée à une catastrophe. L'activation du CIUC, à la demande du gouvernement, permettra de déboursier rapidement des fonds afin de réduire les dommages causés aux infrastructures de production, d'assurer la continuité des activités et d'accélérer le redressement.

Composante 6 : Gestion de projet

Cette composante financera les activités liées au démarrage du projet, à la coordination des activités, à la gestion des connaissances, à la communication, au suivi et à l'évaluation, ainsi qu'au respect des exigences fiduciaires, de passation des marchés, environnementales et sociales, y compris les engagements de l'entreprise tels que l'engagement des citoyens. Il couvrira également les frais de personnel.

Marchés passés du 01 janvier 2024 au 30 juin 2025

1. Acquisition de biens

- Acquisition et installation de 3 équipements agrométéorologiques dans 3 stations ;
- Equipement de sécurités pour les pêcheurs ;
- Acquisition, Livraison de 7 véhicules Pick Up double cabines pour le Recensement Général Agricoles de l'INSEED (RGA) financés par le Projet FSRP ;
- Acquisition de logiciel et matériel informatique pour le Suivi de l'Evolution des couvertures forestières et des dégradations ;
- Acquisition d'équipement essentiel pour l'emplacement des étangs de CEP et la gestion de projet ;

2. Acquisition de services Consultants

*** Firmes**

- Etude de faisabilité pour la mise en place de fermes agricoles pilotes dans les zones des CRDE ;
- Recrutement d'une firme pour l'Elaboration des Plans de reboisement et de restauration par île et plan de reboisement et de restauration simplifié au niveau des bassins versants ;
- Recrutement d'un bureau d'étude pour les études, le contrôle et la surveillance des travaux de réhabilitation de 35 km de pistes ;
- Recrutement d'une firme pour l'élaboration et la mise à jour des textes législatifs (sur la biosécurité conformément au protocole de Cartagena), la validation de stratégie nationale (stratégie Nationale sur la valorisation des ressources génétiques/Nagoya) et la validation de loi cadre sur l'Environnement et des textes d'application (y compris les Espèces envahissantes)

*** Consultants Individuels**

- Consultation Internationale sur l'évaluation du système de sécurité semencière nationale (Activité à mutualiser avec le projet multinational de renforcement de la préparation et de la réponse aux situations d'urgence "projet BAD-FAO") ;
- Recrutement d'un Consultant National en informatique pour le RGA ;
- Etude de faisabilité d'une station de recherche polyvalente :
 - Étude, Contrôle et supervision de Réhabilitation du laboratoire national d'analyse du sol ;
 - Etude Contrôle et Supervision des travaux de construction de salles de formations ;
 - Etude Contrôle et Supervision des travaux de réhabilitation du Laboratoire National Vétérinaire ;
 - Appui à la formation des 6 techniciens vétérinaires spécialisés en élevage (2/ îles soit 6 bourses pour 4 ans)
 - Appui à la formation des Docteurs en médecine vétérinaire dans une université de la sous-région (6 bourses à raison de 2 par île pour 7 ans) ;
 - Étude contrôle et Supervision Construction de poulaillers modernes ;
 - Mise à jour de l'étude APS & APD et contrôle des travaux de 3 marchés de poisson) ;
 - Recrutement d'un consultant pour l'évaluation des accords de cogestions existants ;
 - Recrutement d'un consultant pour l'Amélioration du cadre juridique de la pêche (renforcement de la petite pêche)
 - Etude, Contrôle et Supervision d'un centre d'équarrissage ;

3. Acquisition des Travaux

- Réhabilitation et opérationnalisation du laboratoire d'analyse du sol ;
- Travaux de construction (2 salles de classe, 2 bureaux, 2 toilettes, 1 bibliothèque ;
- Construction et l'opérationnalisation du laboratoire national vétérinaire ;
- Construction des marchés de poissons ;
- Mise en place d'un centre d'équarrissage ;
- Travaux de réhabilitation de 35 km des pistes rurales en lots ;
- Réhabilitations du bâtiment projet.

Les marchés financés par la Banque mondiale seront passés conformément aux procédures spécifiées dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant de la Banque mondiale le financement de projets d'investissement (Quatrième Edition, Novembre 2020 et 5ème édition septembre 2023), et sont ouvert à tous les candidats qui remplissent les conditions stipulées dans le Règlement. Après les négociations du projet, la Banque mondiale prend les dispositions nécessaires pour publier sur son site Internet externe le plan de passation de marché initial convenu et toutes les mises à jour ultérieures, dès lors qu'elle n'a pas émis d'objection.

Les avis relatifs aux différents marchés qui doivent être passés conformément aux procédures d'appel à la concurrence internationale de la Banque mondiale seront publiés, dès leur communication, dans UN Development Business, sur le site Internet externe de la Banque mondiale et www.undbline.org et le journal Al-watwan et la Gazette des Comores journaux de diffusion nationale dans le pays de l'emprunteur.

Les entreprises et les particuliers éligibles intéressés qui souhaiteraient être pris en considération pour la fourniture de biens, de travaux, de services autres que de conseil et de services de conseil pour le projet susmentionné, ou ceux qui souhaitent obtenir des informations supplémentaires, doivent contacter l'Emprunteur à l'adresse ci-dessous :

Ministère de l'Agriculture de la Pêche, de l'Environnement, du Tourisme et de l'Artisanat

Mdé Ex- CEFADER/BP :41-Moroni
Projet FSRP situé derrière la maison des épices
Email : projetsfsrp@gmail.com
Tel : +269 329 32 70/